



CRIMÉE: UNE NOUVELLE TCHÉTCHÉNIE POUR LA RUSSIE ?

Will Crimea Become Russia's New Chechnya? (NCW Maerbek Vatchagaev 27/III/2014)

Considérant les tensions qui s'intensifient autour de la péninsule ukrainienne de Crimée, les observateurs font de plus en plus un parallèle avec la Tchétchénie. La Crimée est une région autonome au sein de l'Ukraine – tout comme la Tchétchénie est à l'intérieur de la Russie – et possède des particularités susceptibles de faire résonance prochainement.

L'Empire russe a retiré le contrôle du Khanat de Crimée à l'Empire turc durant le règne de Catherine II. Après plusieurs années de conflit, le Traité de Jassy, signé le 1er janvier 1792, a confirmé les droits de la Russie sur la Crimée et le Kouban. La Crimée a fait partie de l'Empire russe pendant 125 ans, mais en 1954, le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev a offert la péninsule à la République socialiste d'Ukraine, étant donné que tous les accès à la Crimée passaient par le territoire ukrainien. Parmi d'autres raisons, l'intention de Moscou était de reconstruire la Crimée sur le budget d'une l'Ukraine considérée comme relativement riche.

Toutefois, les problèmes de la Crimée étaient très spécifiques. Les Tatars de Crimée, aujourd'hui au nombre de 200 000, qui peuplaient la péninsule depuis le 13ème siècle, ont été massivement déportés en Asie Centrale par Staline en 1944, sous prétexte de collaboration avec l'occupant nazi. En fait, pas plus de collaboration que les Russes et les Ukrainiens. A la différence des autres peuples réhabilités et autorisés à rentrer chez eux en 1957 (Allemands de la Volga, Tchétchènes, Ingouches, Balkars, Karatchaïs, etc.), les Tatars de Crimée ne purent faire de même qu'en 1989, sous Gorbatchev. A leur retour, cependant, ils se heurtèrent à l'hostilité de la population locale, nullement disposée à céder les logements et les terres aux anciens propriétaires. Selon le dernier recensement, en 2001, sur 2M d'ha-

bitants, les Tatars représentaient 12% et les Russes 60%.

Toujours est-il que même si les Tatars sont désormais minoritaires dans leur patrie historique, ils sont politiquement unis sous l'autorité des nationalistes tatars de Crimée (le Parti de la Libération). C'est une communauté solide, nourrissant des liens forts avec la Turquie.

Les Tatars de Crimée se montrent actifs politique-



Djihadistes tatars à l'entraînement

ment sur place et dans le monde musulman. La Crimée est l'une des quelques zones de l'espace post-soviétique où les Musulmans ont, dans les mosquées, ouvertement appelé à la guerre en Syrie contre Bachar al-Assad.

De plus, quelques Tatars de Crimée ont créé leur propre bataillon en Syrie dans la région d'Alep, leur chef, Abdoul-Kerim Krymsky (le Criméen) étant le député du commandant de al-Mouhajireen Wal-Ansar. Les Tchétchènes et les Tatars y sympathisent entre eux sur la base d'un commun passé tragique de déportés. (...)

DANS CE NUMERO

CRIMEE, SYRIE... TCHETCHENES PARTOUT! Pages 1, 2, 4

SUCCESSION D'OUMAROV: L'IMPULSION DAGHESTANAISE page 3

COSAQUES: ENTRE ZELE ET DESILLUSION page 5

RUSSIE: MEDAILLE D'ARGENT... EN DEMANDEURS D'ASILE page 6

DEPORTATION DE 1944: AUTO-NEGATIONNISME EN MARCHÉ page 7

EGLISE ORTHODOXE: LE KREMLIN EN TERRE INFIDELE page 8

Nickel: UN MAIDAN ECOLO EN OURAL page 8

Suite page 2

Dokou Oumarov mort. Cette fois, c'est vrai!



Le 18 mars, l'"Emirat du Caucase" a officiellement annoncé la mort de son "émir", Dokou Oumarov, sur le site islamiste *Kavkaz center*. Selon Ramzan Kadyrov, son corps n'a pas encore été retrouvé.

Oumarov avait servi dans les spetsnaz durant la 1ère guerre de Tchétchénie (1994-1996), sous le commandement de Rouslan Guelaev et dirigé un détachement de combattants dans la zone de Kharsenoï d'où il était issu. En 1996, il devient général de brigade et est par la suite nommé responsable du Conseil de sécurité du gouvernement de Maskhadov (1997). En 2005, il est nommé vice-président de la République tchétchène d'Ichkérie. En 1999, il gère le front sud-ouest durant la seconde partie du conflit. Il est alors grièvement blessé lors de la retraite de Grozny en hiver 2000. Annoncé comme tué à de nombreuses reprises par le régime de Kadyrov, il est accusé de nombreux attentats terroristes.

Le 5 mai 2005, son père de 70 ans est enlevé par les miliciens de Kadyrov, ainsi que sa femme et son bébé de 6 mois. Précédemment, d'autres membres de sa famille avaient connu le même sort.

Suite à la mort du président Sadulaev, le 17 juin 2006, il lui succède. Mais le 7 octobre 2007, il proclame l'Emirat du Caucase et s'engage dans le djihad contre les "infidèles": "tous ceux qui s'en sont pris aux Musulmans". Le 22 novembre, le Cabinet des Ministres de la RTI le destitue et nomme Akhmed Zakaev comme représentant d'Aslan Maskhadov en Europe occidentale (*). Il reste cependant influent chez les séparatistes.

Lire page 3 l'article sur le futur « Emir du Caucase »

(*) Rôle fortement contesté par d'autres figures indépendantistes tchétchènes.

REPRISE DU PIQUET DEVANT L'AMBASSADE DE RUSSIE

Après une trêve hivernale de trois mois, notre rassemblement a repris depuis le 1er avril.

Bienvenue à toute participation!

Tous les mardis de 18h30 à 19h30

à l'angle du bd Lannes et de la rue Dufrénoy Paris XVIè



Les Tatars de Crimée réalisent parfaitement que si la Crimée passe à la Russie, leurs revendications n'aboutiront jamais. D'où une alliance stratégique avec la petite population ukrainienne de la Crimée (24%).

Les Tatars de Crimée se rapprochent des Tchétchènes non seulement par leur dynamisme politique, mais aussi par le fait que l'armée russe a envoyé en Crimée des commandants **qui ont sévi en Tchétchénie**. Par exemple, le chef des forces d'occupation en Crimée, Igor Tourtchenyouch, a servi dans le bataillon "Zapad" sous les ordres du général Chamanov. Ce "héros" de la guerre russo-tchétchène a été accusé par les militants des droits de l'homme de massacres de

civils tchétchènes en 1999-2000. De plus, les troupes et les munitions envoyées en Crimée proviennent du Caucase du Nord (Tchétchénie et Daghestan principalement). Les Russes escomptent ainsi que le déploiement de Tchétchènes en Crimée neutralisera les Tatars, ceux-ci étant peu enclins au conflit contre les Tchétchènes... Le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov a déclaré être **prêt à envoyer des troupes en Crimée** afin de protéger les intérêts russes. En contrepartie, certains Tchétchènes en Europe recrutent des volontaires pour aider les Ukrainiens.

Ainsi, des Tchétchènes pourraient se confronter à d'autres Tchétchènes sur le

front ukrainien, ainsi qu'ils l'ont fait en Syrie. Il y aurait des Tchétchènes dans les deux camps: parmi les djihadistes aux côtés des Tatars de Crimée et les volontaires européens d'une part, et, d'autre part, des Tchétchènes envoyés par Moscou pour soutenir les intérêts russes dans la péninsule. D'une certaine manière, la Russie est parvenue à se créer des problèmes dans des zones où ils ne devraient pas exister.

Avec la Crimée, les Russes se créent un nouveau foyer de tensions qui va être étroitement lié aux djihadistes du Caucase du Nord. Et cela risque d'étendre le conflit dans ce dernier.

Les Tchétchènes impliqués dans le conflit en Ukraine

Chechens Are Being Drawn Into the Conflict in Ukraine NCW Maerbek Vatchagaev 10/III/2014

Il y a exactement un mois, nous écrivions ici que ceux qui s'opposaient aux protestataires de Maïdan répandaient le bruit que des Tchétchènes noyautaient les manifestations. Ce, au bénéfice de la partie russe: cette implication de Tchétchènes en Ukraine aurait donné à la Russie un motif supplémentaire pour discréditer les nouvelles autorités ukrainiennes en pointant leurs liens avec des "terroristes". L'idée, apparemment, était d'instrumentaliser les Tchétchènes de part et d'autre de la ligne de démarcation. Après l'envoi de troupes en Crimée, Moscou a repris cette idée dans le but d'associer les ultras ukrainiens aux Djihadistes tchétchènes. Le 1er mars, le dirigeant de **Pravy Sektor** (extrême droite), Dmitri Iaroch, appelait les peuples du Caucase à unir leurs forces aux Ukrainiens pour combattre la Russie. Il y rappelait que les Ukrainiens avaient combattu les Russes dans le Caucase du Nord aux côtés des séparatistes et déclarait qu'il fallait en finir avec la Russie dans un effort conjoint. L'appel était adressé au chef séparatiste Dokou Oumarov, fiché comme terroriste par l'ONU (*et annoncé mort depuis*). Cet appel a été diffusé avec gourmandise par les médias russes, ainsi que par Kadyrov et Evkourouf (*le président ingouche*). Pravy Sektor a dû retirer son message de son site, prétendant qu'il avait été piraté. Provocation ou pas – mais, connaissant Pravy sektor, on peut penser que l'appel est réel – , il n'en demeure pas moins que quelqu'un a tenté de jouer la carte tchétchène.

Kadyrov fait dans l'humanitaire...

A leur tour, les autorités russes ont instrumentalisé le facteur tchétchène afin de peser sur



la population tatare de Crimée, seule force représentant un obstacle aux provocations du Kremlin dans la péninsule. Pour ce, elles ont utilisé les contacts de Ramzan Kadyrov parmi la population

tatare. Le président tchétchène prorusse avait fait construire une mosquée, inaugurée en 2010. Il a promis d'en faire construire une nouvelle. Une parmi les 238 déjà existantes... Les Tchétchènes vivant en Crimée présentent Kadyrov aux Tatars comme une alternative possible au pouvoir des autorités officielles, arguant de sa grande proximité avec Poutine. (...) En outre, Kadyrov a déclaré être prêt à expédier des forces en Crimée afin de protéger les Russes contre les menaces des "bandits", ainsi qu'**une aide humanitaire aux affamés et nécessiteux**. Le dirigeant de la diaspora tchétchène en Ukraine, Salman Sadaev, a aussitôt réagi en déclarant que personne ne menaçait leurs intérêts ni leurs vies et que les Tchétchènes vivant en Ukraine ne s'impliquaient dans aucun des camps du conflit.

Parallèlement, les Tatars de Crimée comptent utiliser ce conflit afin d'obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement. Sinon, ils peuvent causer durablement de gros problèmes à la Russie. Il est notoire que, depuis longtemps, les Tatars de Crimée combattent en Syrie contre l'allié de Moscou, al-Assad. La plupart en provenance des milieux étudiants en Turquie. Il est évident que, quel que soit le scénario futur en Ukraine, les Tchétchènes seront impliqués dans le conflit. Et les 100 000 Tchétchènes des diasporas en Occident ne resteront pas les bras croisés en cas d'aggravation du conflit. Et, s'ils y participent, ce ne sera pas sous le drapeau russe...

En introduisant les Tchétchènes dans le conflit en Ukraine, la Russie risque de créer—après la Syrie— un front supplémentaire pour ceux qui veulent exercer leurs sentiments antirusse.

Les rebelles reprennent leurs activités

avec le retour des beaux jours: le 3 avril, un blindé de transport de troupes faisant partie d'une colonne a été détruit par une forte explosion. Onze militaires ont été tués (4) ou gravement blessés. Cela s'est passé dans le district d'Atchkhoï-Martan, non loin de la frontière ingouche.

Le groupe de Makhaouri est suspecté pour cet action.



Sortie prochaine du livre de Zara Murtazaliev

Rappel. Condamnée en 2003 à 9 ans d'emprisonnement en Mordovie pour "préparation d'attentat terroriste à Moscou", cette Tchétchène a été libérée en septembre 2012, au bout de 8 années et demi et a demandé l'asile à la France. Une condamnation totalement injustifiée: il s'agissait pour les services russes de fabriquer une "kamikaze" tchétchène en la piégeant. Sa condamnation a suscité le soutien de nombreuses organisations et individualités en Russie et en Occident. Sans succès. Elle a dédié son livre témoignage à ses co-détenues mortes en prison.



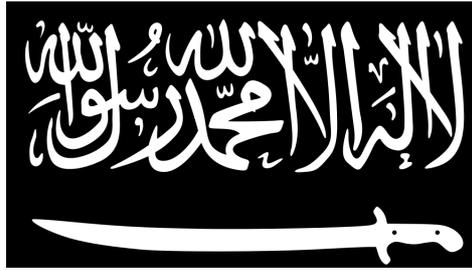
Édité par Books Editions.
Prix: 17,10 euros.

La désignation d'un Daghestanais comme chef de l' "Emirat du Caucase" indique une mutation de la rébellion, estiment les experts.

Pour **Moussa Mouradov**, correspondant à *Kommersant*, le glissement du pôle de l'Emirat vers le Daghestan avec la désignation d'**Aliaskhab Kebekov** pour succéder à Dokou Oumarov témoigne d'une dissension dans les rangs des boéviki, entre nationalistes tchéchènes et partisans d'un djihad global. Kebekov possède l'envergure pour prendre la tête de l'Emirat. C'est un homme d'action prêt à des méthodes musclées, malgré son bagage religieux (il est qadi, c'est-à-dire juge musulman). Mouradov estime que l'Emirat du Caucase s'esouffle actuellement, la plupart de ses bases se situant au Daghestan. En Tchétchénie (où il est traqué) et en Ingouchie (après la neutralisation de Magas, chef local), il est pratiquement inopérant.

Le professeur **Mikhaïl Roschine**, du Centre d'étude du Caucase et de l'Asie centrale, "l'heure est venue pour l'Emirat du Caucase d'opérer sa perestroïka organisationnelle et idéologique."

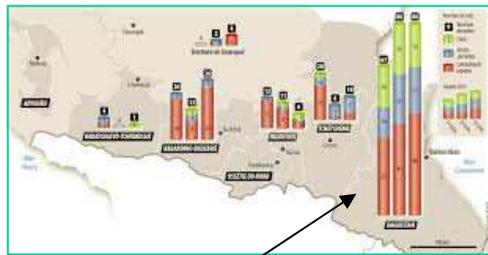
Pour **Ekaterina Sokirianskaïa**, directrice du Groupe de Crise international, l'annonce de la mort de Dokou Oumarov est crédible: "les rebelles n'ont aucune raison de le faire s'il est vivant." Le long délai entre sa mort probable et l'annonce – deux mois – est dû, selon elle, à des difficultés de communication, aggravées par les mesures de sécurités drastiques dans la période des JO. Le fait essentiel est le **remplacement du traditionnel leadership tchéchène**. "Kebekov a étudié en Syrie, il n'a rien à voir avec le combat indépendantiste des rebelles tchéchènes. C'est la raison pour laquelle il a été choisi, ne présentant aucune tendance nationaliste. Nous allons peut-être assister à un tournant dans la lutte armée dans le Caucase du Nord. La jammat tchéchène



est très affaiblie. Une bonne partie des combattants sont allés se battre en Syrie. Le facteur tchéchène dans la rébellion est à son plus bas", analyse-t-elle.

Les boéviki daghestanais, sont, eux, bien plus motivés par l'idée du djihad global et par l'islamisme radical.

Délocaliser le commandement de l'Emirat du Caucase au Daghestan pourrait faciliter les prises de décision, car c'est là que se situent la majorité des actions rebelles. (Ces 4 dernières années, sur les 5200 victimes, le Daghestan représente la moitié). Même si la coordination entre les diffé-



Le poids du Daghestan dans la rébellion armée du Caucase du Nord (statistiques des pertes humaines en 2013)

rents groupes restera délicate. E. Sokirianskaïa pense qu'il est de toute façon **prématuré de parler de déclin** de la rébellion: "Il y a eu une mise en veille au moment des Jeux, mais n'oublions pas les attentats qui ont précédé. Après Sochi, les activités armées peuvent reprendre. Kebekov est en meilleure santé et plus actif que ne l'était Oumarov. Sa promotion peut donner un nouveau souffle à la rébellion."



Aliaskhab Kebekov

Pour **Orkhan Djemal**, correspondant aux *Izvestia*, la désignation d'un Daghestanais était à prévoir. Et le transfert de la rébellion vers le Daghestan était visible dès 2010. La Tchétchénie était devenue un secteur presque calme. La préférence à Kebekov plutôt qu'à Aslambek Vadalov, Tchétchène séparatiste précédemment désigné du vivant d'Oumarov, indique une réorientation des objectifs: le djihad global remplace la lutte nationalo-séparatiste.

En 2010, Oumarov avait fait annuler la désignation de Vadalov comme dauphin, provoquant le départ des Tchétchènes nationalistes, Vadalov et les frères Gakaev, opposés à la ligne salafiste. La brouille avait duré un an. Kebekov est un religieux de poids et un homme modéré. Il s'était par exemple opposé à l'usage des femmes kamikaze. Ce qui n'empêche qu'il aura du mal à modérer les éléments les plus radicaux au Daghestan.

Crimée: dommages collatéraux pour le Caucase russe

Implications of Crimean Issue for the North Caucasus (NCW) Valery Dzutsev 20/III/2014 Extraits

Le 4 mars, le président Poutine a déclaré: "La Russie n'envisage pas d'annexer la Crimée", mais "seuls les citoyens eux-mêmes, dans des conditions de liberté d'expression et de sécurité, peuvent et devront définir leur avenir. Personne n'a aboli le droit des nations à l'autodétermination." En proclamant le droit des Russes de Crimée de faire sécession de l'Ukraine pour s'unir à leurs frères ethniques de Russie, Moscou fournit elle-même aux non-Russes la justification d'une sécession hors de la Russie. (...) Même si la Russie n'annexait pas formellement la Crimée, mais la

gardait dans un état de quasi-indépendance, la nouvelle situation aurait de toute façon des effets immédiats sur le Caucase du Nord. La Crimée possède une population d'environ 2,5M d'habitants comparable à celle du Daghestan, la plus importante république du Caucase du Nord. L'argent consacré à la Crimée sera pris sur les autres territoires, dont le Caucase du Nord, celui-ci vivant sur le budget de Moscou. Le gouvernement prorusse de Crimée a déjà exprimé le besoin d'une aide financière de 1Md de dollars dans l'immédiat. Plus 5Md pour les investissements ultérieurs. En outre, le gouvernement russe

devra investir dans les infrastructures afin de relier la péninsule au territoire russe. De surcroît, vu la corruption régnant en Russie, ces 6 Md enfleront d'un facteur 2 afin de satisfaire les besoins de la population de la péninsule. D'après certaines estimations, le coût de l'absorption de la Crimée par la Russie pourrait se chiffrer à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Ce qui signifie que le Caucase du Nord recevra moins de subventions du Budget, provoquant le mécontentement de la population. (...)



La Douma russe unanime pour annexer la Crimée. Unanime... sauf un! Sur 450 députés, **Ilya Ponomarev** a été le seul à voter contre. Aussitôt, le leader du parti ultranationaliste LDLR, Jirinovski, a réclamé sa destitution du poste de député: "Il marche avec les nazis de Kiev!" (20/III)



Referendum en Crimée

LE 16 MARS NOUS CHOISISSONS...

... OU BIEN...

« Cri-i-mouchka ! »

« Qu'est-ce qu'il y a, m'man ? »

« Vite, à la maison ! »

(...)

« Ala-a-a-ska ! »



Combattants tchéchènes en Syrie: le reflux?

Has the Number of Chechens Fighting in Syria Reached Its Peak? NCW Maerbek Vatchagaev (févr. 2014) Trad. extraits: DK

Si la situation en Syrie n'a pas significativement changé ces derniers mois, tel n'est pas le cas de celle des Tchétchènes qui y combattent. De fait, les groupes tchéchènes en Syrie se sont radicalisés et ont éclaté en différentes factions à la suite du conflit entre al-Nusra et l'ISIS (Etat Islamique en Irak) dirigé par al-Baghdadi. Une autre scission s'est également produite entre l'ISIS et Jabhat al-Islamiyya. (...)

L'émir du Front nord en Syrie, Oumar Shishani (nom arabe pour "Tchéchène"), qui agit pour le compte de l'ISIS, en est la figure la plus forte, alors qu'il parle à peine l'arabe. Pour la rébellion syrienne, un homme capable de lutter contre un pays aussi imposant que la Russie jouit d'une image symbolique forte. Et en promouvant un Tchétchène, l'ISIS écarte un éventuel rival arabe.

Seule l'organisation al-Baghdadi a accueilli à bras ouverts les Tchétchènes, considère Shishani, leur permettant d'intégrer la structure al-Qaeda, ce qui est depuis longtemps l'objectif



Oumar Shishani

de nombreux Tchétchènes et radicaux du Caucase du Nord. Jusque là, ils étaient coupés du monde extérieur à cause du strict contrôle aux frontières exercé par les Russes.

Récemment, Shishani a évalué à 500 le nombre de combattants nord-caucasiens tués en Syrie, ce



qui semble exagéré.

L'adjoint d'Oumar Shishani, Salahuddin Shishani (ne pas confondre!), a fait sécession et créé son propre groupe allié à Jabhat al-Nusra, concurrent de l'ISIS. Il s'affiche comme le représentant de l'Emirat du Caucase en Syrie et s'oppose à l'afflux de Tchétchènes en Syrie, préconisant qu'ils restent combattre les Russes dans le Caucase. L'autre chef tchéchène, l'émir Saifullah, s'est rallié à al-Nusra. (...)

Le fait que les Tchétchènes se trouvent ainsi dans des groupes opposés contribue probablement à sauver des centaines, voire des milliers de vies dans le conflit entre l'ISIS et Jabhat al-Nusra, les Tchétchènes trouvant plus aisément des accords entre eux que les commandants arabes locaux. En proportion de leur nombre effectif en Syrie, les Tchétchènes qui y combattent jouent un rôle

remarquable. De nombreux observateurs pensent qu'ils pèseront sur la situation dans le Caucase une fois qu'ils y retourneront, forts de leur expérience. Cela semble cependant peu probable: en Syrie, ils ont gagné une influence politique qu'ils n'ont pas dans le Caucase du Nord ou en Tchétchénie...

Leur nombre en Syrie a toutefois atteint un pic. Si on part du nombre des tués, leur nombre se monte à plusieurs centaines, pas plus d'un millier. Ce nombre aura tendance à chuter du fait des dissensions croissantes au sein de l'opposition au président Bachar al-Assad. (...)

Exposition à Grozny... sur les ravages du conflit en Syrie. Objectif, dissuader la jeunesse d'aller y combattre contre l'allié de Poutine. Message: la guerre, c'est pas de la rigolade, voyez ces images de dévastation et de barbarie... "Il faut qu'ils se représentent ce que c'est la guerre, en réalité". Comme si les Tchétchènes n'avaient pas vécu cette même réalité! L'exposition ira à Kazan après être passé à Oufa et Moscou, là où se trouvent de potentiels candidats au djihad. (10/III)



Tchéchénie Tchétchénie

Grozny s'auto-sacre "ville héros" de la Grande Guerre Patriotique.

Sous le prétexte qu'elle aurait été bombardée en 1942 par les Allemands à cause du pétrole en provenance de Bakou. C'est limite: comme on le sait, les troupes allemandes n'ont pas mis le pied en Tchétchénie...

40 villes en URSS ont reçu cette distinction, dont Rostov/Don, Malgobek et Vladikavkaz, dans le Caucase du Nord. (06/III)

Compensations aux "victimes des répressions politiques":

les paiements, un temps interrompus, ont repris. Il s'agit des déportés de 1944, pas des victimes des deux guerres récentes... 95 000 personnes seraient encore concernées. 10 000 roubles par personne (env. 200 euros). "Cela ne compense même pas un jour dans les wagons à

bestiaux! Je me salirais en acceptant ces 10 000 roubles!", a réagi un des vétérans. (17/III)

Raids de nuit à Grozny par les agents municipaux, pour traquer les mauvais payeurs de loyer. "Le jour, ils ne sont pas chez eux!" (24/III)

Un ex-vice directeur du FSB ayant opéré dans le Caucase du Nord, Guerman Ougrioumov, verra son nom attribué à une rue de Grozny. (20/III)

A ses bouchers la patrie reconnaissante...

Le déminage complet du territoire tchéchène sera accompli fin 2017, ont annoncé les autorités. Il s'agit essentiellement des munitions tirées lors des deux guerres entre 1994 et le début des années 2000. (04/IV)

Moscou. Présentation d'un nouveau livre consacré à la déportation des Ingouches et des Tchétchènes par Staline en 1944.

L'ouvrage d'Alexandre Bojedomov puise dans les archives concernant les préparatifs, dès 1940, du génocide stalinien, mais aussi la grande terreur des années 1937-38 en Tchétchéno-Ingouchie. Les documents originaux ayant brûlé sous les obus des chars russes entrant dans Grozny fin décembre 1994, il s'est rabattu sur la publication en 1992-93 d'une partie d'entre elles dans le journal de Grozny "Impuls". A l'occasion de la présentation, un documentaire a été projeté, réalisé par Mariam Bejitchvili, auteure de "Février 1944", sorti en 2013.

Rappelons que le 28 février, le réalisateur Rouslan Magomadov avait projeté un autre film sur la déportation: "Février", et qu'un autre film consacré au massacre de Khaibakh (800 civils brûlés vifs dans une grange en février 1944), "Pepe!" ("Cendre") avait été refusé par les autorités tchéchènes. (25/III)

CAUCASE DU NORD CAUCASE DU NORD

Les organisations nord-caucasiennes se sont jointes à la manifestation de Moscou en soutien "à nos compatriotes en Crimée". (De 15 à 30 000 personnes) La manif antiguerre, moins nombreuse, a vu l'arrestation de centaines de participants. (03/III)

Manifs partout dans les républiques du Caucase du Nord et dans le sud de la Russie: Vladikavkaz, Volgograd, Astrakhan, Maïkop, Stavropol. Des dizaines de milliers de participants. L'aide humanitaire aux compatriotes menacés en Crimée par les "fascistes de Kiev" afflue. (09/III)

Amende confirmée (10 000 roubles) pour la vieille dame qui manifestait devant le palais de Poutine à Sochi avant les JO afin qu'il l'aide à combattre la corruption dont elle était une victime. (12/III) Pas de pitié!

Opération antiterroriste à Naltchik, en Kabardino-Balkarie: au moins 3 rebelles tués. (14/III)

Quatre rebelles tués à Khassaviourt (Daghestan). Dont le chef de jammat locale, Idris Akavov.

(24/III)

Autre opération voisine, avec l'élimination de 6 autres rebelles, dont Toural Ateav, un Azéri chef des boéviki de Khassaviourt. (25/III)

Violent conflit entre travailleurs agricoles chinois et locaux daghestanais. Les travailleurs asiatiques ont dû partir travailler en Tchétchénie. (25/III)

L'ex-ministre de l'éducation de Karatchaev-Tcherkessie, accusé d'abus de pouvoir, a déclaré avoir fourni des aveux sous la contrainte. (25/III) Procédés inexistantes sous son règne...

Opération antiterroriste dans le district de Bouïnaksk (Daghestan): 3 rebelles tués. Lors de l'assaut de la maison où ils s'étaient retranchés. (02/IV)



Empoisonnement alimentaire massif dans le kraï de Stavropol: 109 victimes hospitalisées. Ces accidents alimentaires sont très fréquents ces dernières années. (02/IV)

Le tribunal de Makhatchkala exige de la firme "Vodakanal" qu'elle fournisse une eau vraiment potable à la population. La firme jouit d'une exclusivité totale issue de l'époque soviétique, d'où un certain laissez aller...

Conscription de Nord-caucasiens pour 2014: 400 en Kabardino-Balkarie, 900 au Daghestan et 100 en Ingouchie. Jusqu'à présent, l'armée russe n'embauchait pas ses Caucasiens: pas confiance... (04/IV)

Les autorités abkhazes ont démenti toute rupture des relations diplomatiques avec Tuvalu, capitale de Vanuatu, petite île du Pacifique, seule - avec la Russie, le Venezuela, Nicaragua et Nauru - à avoir reconnu l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en 2008, suite à leur "libération" par les forces russes. Ce n'est pourtant pas un poisson d'avril: Vanuatu vient de rétablir ses relations officielles avec la Géorgie. (01/IV)

Cosaques: sauveurs déçus de la patrie

Les Cosaques déçus par le gouvernement russe

Cossacks Expect State Aid, but Express Disappointment With Government NCW Valery Dzutsev 02/III/2014



Un important rassemblement de Cosaques s'est déroulé à Vladikavkaz, en Ossétie du Nord, le 16 février. Les organisations cosaques ont annoncé leur souhait de se joindre aux organisations prusses afin de freiner l'exode des Russes de souche hors du Caucase du Nord, en particulier dans la partie orientale du kraï de Stavropol.

Malgré leurs velléités expansionnistes, les Cosaques craignent aujourd'hui surtout de perdre leurs positions existantes dans la région. Ils ont été alarmés par le récent assassinat de six personnes, toutes slaves, dans le sud du district, le 8 janvier, acte attribué aux rebelles. (...)

Pour les Cosaques, ces meurtres visent à chasser les Russes hors de la zone. "Nous devons former des groupes d'autodéfense", a déclaré le chef des Cosaques du Terek, se plaignant du manque d'avancées ces vingt dernières années. Les Cosaques et les Russes de souche se sentent peu soutenus par le gouvernement. De plus en plus de Cosaques quittent la région. En 1989, ils représentaient 25% de la population. La moitié des habitants de Grozny étaient des Russes, le tiers à Goudermès et dans les districts de Naourski et Chelkovski.

A l'issue des deux guerres dévastatrices, la popu-



lation russe s'est réduite à moins de 4%. Et ce, malgré les efforts des Cosaques, malgré l'égalité formelle en Russie entre les différents groupes ethniques. Les Russes étant traités comme "plus égaux" que les autres par le gouvernement central. En visite en Tchétchénie en février, le directeur du département chargé des relations interethniques, Aleksander Jouravski, a assuré que son ministère suivait de près le statut des Russes de souche et celui des Cosaques dans le Caucase du Nord. Il a promis un soutien financier du gouvernement pour les programmes en cours chez les Cosaques.

Il est assez intéressant de noter que, en dépit du soutien verbal et financier du gouvernement, les Cosaques ne sont jamais devenus une force signi-

ficative dans les républiques du Caucase du Nord. Cela est en partie dû au fait que Moscou n'y tenait pas. Le premier chef cosaque du Terek, Vladimir Chevtsov, s'en était plaint.

En même temps, la renaissance cosaque a été considérée avec suspicion par les dirigeants des républiques du Caucase du Nord, même s'ils ne l'affichaient pas. Ils ont fait en sorte de tenir les Cosaques à l'écart de leur vie sociale, créant à l'occasion (en Ossétie du Nord et en Ingouchie, particulièrement) leurs propres forces cosaques. Ayant perdu le statut d'unicos Cosaques "légitimes" dans le Caucase du Nord, les Cosaques de Russie nourrissent aujourd'hui des projets isolationnistes, comme de séparer le kraï de Stavropol, majoritairement peuplé par des Russes, du District fédéral du Caucase du Nord, abolissant ce dernier par la même occasion. Les Cosaques veulent protéger le kraï de Stavropol du flux de non-Russes en provenance du Caucase du Nord et demandent que Moscou apporte son assistance aux Cosaques et aux Russes de souche.

Ainsi, la force cosaque, traditionnellement utilisée par Moscou pour contrôler le Caucase du Nord se retourne contre elle, réclamant que le Caucase du Nord soit séparé de la Russie.

Les Cosaques à la rescousse

Le Monde février 2014 Marie Jégo Extraits

Affectés à la sécurité des frontières de l'Empire russe depuis Ivan le Terrible, les formations armées cosaques, ces unités paramilitaires composées de farouches cavaliers, ont été réprimées par Staline au moment des purges, avant d'être réhabilitées après l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991.

Ces vingt dernières années, dans les régions du Don et de la Volga et plus au sud, vers Rostov et Krasnodar (la région où se trouve Sochi), les *stanitsas* (villages cosaques) ont refait leur réapparition, tandis que les écoles cosaques, où règne une discipline militaire et où l'enseignement est gratuit, jouissent d'une popularité grandissante auprès des parents hantés par la décadence morale.

Entamé dès les années 1990, le renouveau cosaque s'est renforcé avec le tournant conservateur amorcé par Vladimir Poutine lors de son retour au Kremlin pour un troisième mandat présidentiel, en mai 2012. Trois mois plus tard, Alexandre Tkatchiov, le gouver-



neur de la région de Krasnodar, dont Sochi dépend, officialisa les premières patrouilles cosaques de maintien de l'ordre. Il motiva son geste par la nécessité de défendre les Russes tombés "en position inconfortable" du fait de la présence de nombreux migrants dans la riche région, qui plus est le lieu de villégiature de

l'élite politique. Sensible au sort de la "population russe, majoritaire", le gouverneur s'érigea en défenseur de ceux qui, "après avoir conquis cette région fertile et hospitalière, perdent petit à petit leurs positions, y compris les Cosaques".

L'ataman (chef) adjoint des Cosaques du Kouban, V.V. Efremov, est plus nuancé. "C'est comme la lutte entre les cow-boys et les Indiens aux Etats-Unis. C'était une guerre civile, nous aussi on est passés par là."

Ses ancêtres ont participé jadis à la conquête du Caucase, mais la page est bel et bien tournée. "Les gens veulent une vie normale".

Les Cosaques de Sochi ont exclu de leurs rangs Grigori Outchkourov,

"coupable d'avoir soutenu les Pussy riot et d'avoir trahi la confrérie".

Le 19 février, suite à l'agression subie par les Pussy riot, qui manifestaient contre les JO, à Sochi, le Cosaque exclu avait dénoncé l'ataman local, Nikolai Kouts, qui avait gazé et frappé les jeunes femmes avec son knout. L'ataman lui-même a viré son affronté subalterne. Lors du jugement interne, la journaliste de *Kavkaz uzal* a également été rudoyée par les Cosaques. (04/III)

Bref, un petit bout de plage est possible sous les pavés... Ou l'inverse.



Table ronde à Beslan, en Ossétie du Nord: "La Russie moins le Caucase du Nord?" (kavkaz uzal 21/III)

La conférence, à l'initiative des "Mères de Beslan", réunissait tous les représentants officiels et les ONG concernées. Donc, sous l'obédience présidentielle. La région est-elle le maillon faible de la Fédération?

Quand donc aboutira l'enquête sur le massacre de Beslan, en 2004? "Après les interventions en Géorgie et, récemment, en Crimée, nous constatons que la Russie a changé, qu'elle peut se montrer décisive. Mais il reste des problèmes non résolus, qui entravent l'épanouissement du pays: la politi-



que des nationalités, la situation socio-économique et surtout la sécurité." "Les forces qui cherchent à affaiblir la Russie ciblent le Caucase du

Nord, multiethnique et multiconfessionnel." (Aneta Gadiyeva) "Si la Russie se sépare du Caucase du Nord, elle se morcellera, chacun chez soi, et s'effondrera. Avec les événements en Crimée, nous avons constaté un élan enthousiaste et unitaire partout dans le pays autour de ces positions fortes. Prolongeons cet élan." (Sergueï Doubovik)

Dans la résolution finale, il est dit que la Fédération de Russie est composée de nombreuses nationalités et qu'il faut mener une politique en consé-

quence. Et qu'avec cette mosaïque que représente le Caucase du Nord, si on ne règle pas les problèmes, cela mène au séparatisme et au terrorisme. Elle conclut sur l'attentat de Beslan: "Depuis la tragédie, les années ont passé, et les mêmes risques et menaces perdurent, inchangées." Toutes ces contorsions, inévitables en présence des maîtres du jeu, pour signifier au centre fédéral: "Vive la Russie, mais vous nous laissez couler et ça va vous retomber dessus."

Production de demandeurs d'asile: la Russie médaille d'argent

Interview de Svetana Gannouchkina, du Centre Memorial sur la chaîne Dojd'
Trad.: DK

En 2013, 272 personnes ont demandé l'asile à la Russie. 9 ont obtenu le statut. (*Aucune mention de Snowden ou de Depardieu...N de la R*) La même année, 15 000 Russes ont effectué la même démarche en Allemagne. Pratiquement tous étaient des Tchétchènes.

Q: Ces demandeurs d'asile viennent-ils tous du Caucase?

S.G.: Pas tous, mais presque tous. En fait, ils sont pratiquement tous tchétchènes. Ce qui ne m'étonne pas.

Q: D'où vient qu'ils sont si nombreux?

S.G.: D'abord, ce n'est pas la première fois. Il y a quelques années, nous (*les Russes*) étions au premier rang (*des producteurs de réfugiés*). Puis, l'Irak nous a devancés, ensuite on s'est retrouvés 6ème. Aujourd'hui, seule la Syrie nous précède. Pour ce qui est des demandeurs d'asile de la République tchétchène, ce n'est pas fortuit: il y a des raisons objectives à cela. Pourquoi les gens s'enfuient-ils de Tchétchénie? Parce que la situation actuelle là-bas pourrait être comparée à celle de l'Union soviétique en 1937. En Tchétchénie règne une peur généralisée, la loi fédérale y est totalement absente, la seule loi qui fonctionne, c'est "Ramzan l'a ordonné". C'est une terreur qui fait que non seulement les gens craignent de dire du mal du pouvoir, mais de ne pas en dire constamment du bien: il leur faut sans arrêt souligner leur loyauté vis-à-vis de ce pouvoir. Sans compter la corruption: ils doivent partager leur salaire sans

protester. Il ne leur reste que le choix de se soumettre à ce système ou bien de partir. Cette corruption englobe tout: les tortures subies par la police pour obtenir la prime pour affaire élucidée, les monstrueuses violations des droits subies par les femmes...

Mais, outre les causes que j'ai énumérées, il y a le fait qu'en Tchétchénie s'est répandue la rumeur que l'Allemagne accueillait tous les Tchétchènes. Pour moi, (*les responsables*) ce sont les passeurs illégaux qui font le transfert entre la Tchétchénie et l'Allemagne en passant par la Pologne. Les gens vendaient tout pour les payer, ils louaient un car et passaient illégalement la frontière...



Q: Donc, ces 76% en plus de demandeurs d'asile, c'est à cause des rumeurs?

S.G.: Non, il y a une cause objective. Si l'on faisait courir le bruit que les USA accueillent tous les Allemands, je ne pense pas que ces derniers se mettraient à tout vendre pour payer des passeurs et se rendre aux USA. Non, en fait, c'est l'espoir qui pousse les gens. Ils croient que quelque part on les accepte, qu'on les attend. C'est un phénomène psychologique particulier, dont les racines résident dans la situation là-bas.

Q: Les mauvaises langues parlent de triche, qu'avec la perspective d'ouverture de la fron-

tière, les gens se font passer pour des Tchétchènes.

S.G.: Cela existait déjà pendant la guerre (*de Tchétchénie*) Il y en a, mais pas tant que ça.

Q: La situation chez les voisins de la Tchétchénie – Daghestan, Ingouchie – c'est pas plus tranquille...

S.G.: Si, elle est plus tranquille. En Ingouchie, on peut dire ce qu'on pense, et parfois, rarement, on peut arriver à faire condamner ceux qui vous ont torturé. Au Daghestan non plus, les gens n'ont pas peur de parler. Il y existe des commissions de réadaptation pour ceux qui veulent renoncer à la lutte armée. Malheureusement, c'est un peu à l'abandon actuellement.

Q: Il semblerait que la Tchétchénie soit quand même plus financée et moins criminelle...

S.G.: Pas vraiment. Cette Tchétchénie argentée et en développement n'arrive pas à loger ceux qui ont perdu leur maison. L'argent ne bénéficie qu'à ceux qui n'en ont pas besoin.

Parmi les demandeurs d'asile (pour l'Occident), y a-t-il des Russes de souche?

S.G.: Je doute que ceux-ci aient les moyens de payer des passeurs pour se rendre en Allemagne, mais il en arrive chez nous (*en Russie*). Nos collaborateurs ont sillonné la Tchétchénie pour s'occuper des Russes qui y sont restés. Croyez-le, en dépit de tout ce qu'on nous assure, c'est très dur pour eux: certaines femmes âgées ont peur d'aller demander leur pension de retraite tout simplement parce qu'elles ne se sentent pas en sécurité. Ces 200 personnes qui ont demandé l'asile en Russie (*Les Russes peuvent demander l'asile en Russie?!?*), si elles si peu nombreuses, c'est qu'elles ne peuvent même pas accéder aux procédures. Notre système de prise en charge des réfugiés ne fonctionne pratiquement pas et les gens ne peuvent s'y adresser, c'est pas du tout simple.

Memorial dresse un parallèle Crimée/Tchétchénie

Suite aux arrestations récentes de journalistes, de militants et de militaires ukrainiens en Crimée, l'ONG de défense des droits de l'homme s'inquiète pour la suite: le commandant en chef des forces russes en Crimée (alors que le Kremlin persiste toujours à nier la présence de troupes russes – "*des forces d'autodéfense*"), le général Tourtchenyok, s'est, par le passé, illustré sinistrement en Tchétchénie sous le commandement du Général Chamanov, dans les années 1999-2000: exécutions sommaires, enlèvements, tortures... Ces exactions n'ont été suivies par aucune enquête malgré de nombreux témoignages. (03/IV)

"La situation en Crimée rappelle celle de la Tchétchénie avant la seconde guerre (1999), c'est alarmant!", a déclaré Memorial lors d'une conférence de presse. "Le général Igor Tourtcheniok, qui commande les unités russes en Crimée, s'est signalé par des enlèvements, des tortures et des assassinats massifs de civils lors de l'opération "chasse aux loups" dans le sud de la république.". (11/III)



CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE CRIMEE



Procès Osmaev à Odessa (Ukraine) reporté "pour expertise complémentaire". Ce Tchétchéne est accusé d'avoir préparé un attentat contre Poutine. (14/III)
Va-t-il être libéré et félicité?

Manif antiguerre à Moscou. "Les événements en Crimée se déroulent selon le scénario abkhaze et sud-ossète en 2008." (15/III)

L'activiste Viktor Tchirikov arrêté à Krasnodar: il manifestait devant le centre régional pour la paix et avec un drapeau ukrainien. (15/III)
Qu'on le fusille!

Les garde-frontière ukrainiens arrêtent un militaire russe armé à Tchongar, non loin de la Crimée. Il appartient à la 18è brigade motorisée basée en Tchétchénie qui opère en Crimée ces derniers jours. (14/III)

L'oligarque tchétchène Rouslan Baïssarov compte investir 12 Md de roubles dans la construction d'une base de loisirs en Crimée. (17/III)

La Géorgie ne reconnaît pas comme légal le referendum en Crimée, considérant qu'il s'agit d'une annexion déguisée par la Russie. Elle compte signer un accord d'association avec l'Union européenne en juin de cette année. (17/III)

La Crimée se rapprochera du Caucase! Un pont reliera la péninsule au territoire russe au niveau de l'isthme de Kertch. (19/III)

Le FSB annonce avoir démantelé un réseau de contrebande d'armes en provenance de l'Union européenne vers le Caucase du Nord et transitant par... l'Ukraine.
Ca tombe très bien! (20/III)

L'Ukraine livre à la Russie le Tchétchéne Moukhammad Migaev, accusé d'attentats contre les troupes russes à Rochni-tchou en 2005. Cinq policiers avaient été tués. (26/III)

La France envisage de ne pas livrer de porte-hélicoptères « Mistral » à la Russie. Poudre aux yeux? (20/III)

Le Kremlin émet des doutes sur la version ukrainienne du suicide pendant son interpellation de l'Ukrainien Alexandre Mouzytchko, dirigeant de Pravy sektor, qui a combattu les troupes russes en Tchétchénie en 2000.

Crimée: sanctions occidentales. Mc Do ferme ses établissements dans la péninsule annexée par la Russie. Vers une 3è guerre mondiale? (04/IV)

Pussy riot

Le 6 mars, **Nadejda Tolokonnikova** et **Maria Alekhina** ont été agressées dans un fast-food de Nijnii Novgorod, où elles se rendaient pour inspecter une prison. Bousculées et aspergées de spray par plusieurs hommes qui criaient:



"Allez en Amérique!"... Maria a été blessée à la tête tandis que Nadejda souffre de brûlures chimiques. Les hommes portaient des rubans de Saint Georges, symboles patriotiques qui commémorent la victoire contre les nazis lors de la Seconde guerre mondiale. Les agresseurs sont sortis du Mc Do sans soucis.

Déportation de 1944: Kadyrov marque un but contre son camp

“Official Grozny Fails to Mark 70th anniversary of the Chechen Deportations”

NCW Valery Dzutsev 10/III/2014 Trad. DK



Pour la première fois depuis longtemps, il n'y a pas eu, en Tchétchénie, de commémoration officielle de la déportation des Tchétchènes en 1944.

Le scandaleux refus du gouvernement de marquer le 70^{ème} anniversaire de la déportation des Tchétchènes au Kazakhstan par Staline a provoqué la réprobation de beaucoup de gens en Tchétchénie. Ceux qui ont tenté de critiquer cette décision l'ont chèrement payé: le 20 février, Rouslan Koutaev, président de l'ONG internationale Peuples du Caucase, a été arrêté (voir ci-dessous). L'avant-veille, il avait tenu une conférence sur la déportation à Gekhi. A la fin de cette conférence, lui et d'autres organisateurs ont été convoqué par les autorités.

La police tchétchène a accusé Koutaev de détention de drogue. On a appris qu'il avait été torturé à l'électricité et passé à tabac. Malgré les procédures engagées pour le sortir de là, il y a peu de chances que les autorités russes fassent quoi que ce soit pour le secourir. Sa seule culpabilité est d'avoir tenu une conférence sur la tragédie nationale des Tchétchènes contre la volonté des dirigeants de la république.

La déportation a été une expérience extrêmement traumatisante pour les Tchétchènes, chaque famille ayant perdu quelqu'un. En même temps, elle a contribué à souder les Tchétchènes contre le gouvernement central russe. Ironiquement, le 23 février est férié en Russie. C'est le **Jour de l'Armée Rouge**, ce qui accroît encore l'effet de contraste avec la tragédie identitaire tchétchène. Pendant la période soviétique, la question de la déportation a été un tabou absolu. Aujourd'hui, elle retourne à ce statut, malgré les promesses de Kadyrov de transférer au 10 mai “la célébration de toutes les victimes sans considération de leurs opinions politiques ou bien de leur rôle historique”. En dépit des accents conciliateurs de la déclaration de Kadyrov, il est peu probable que la Tchétchénie sous son règne commémore un jour les victimes des deux guerres avec la Russie “sans considération de leurs opinions politiques”.

Juste avant le 70^{ème} anniversaire de la déportation de 1944, le gouvernement tchétchène a ordonné la démolition du monument dédié aux victimes de



l'histoire situé dans la capitale. Là encore, Kadyrov a promis de le transférer dans un endroit plus prestigieux de Grozny et le consacrer à toutes les victimes. Toutefois, certains observateurs ont fait remarquer que le nouveau monument serait principalement consacré aux officiers de la police. Les autorités tchétchènes avaient déjà tenté de retirer le monument en 2008, mais y avaient renoncé devant la réaction de la population. En 2014, la décision gouvernementale a causé beaucoup moins de vagues, ce qui reflète probablement la consolidation du pouvoir personnel de Kadyrov. Il y a aussi les effets des assassinats de

militants des droits de l'homme depuis 2008 et du climat de terreur qui en a résulté. Il faut ajouter la pression que subit Kadyrov de la part de Moscou, poussé par la montée du nationalisme russe.

De son côté, l'Ingouchie a repoussé d'un jour les commémorations de la déportation de 1944. De peur probablement d'irriter Moscou, qui ne voulait pas ternir la clôture des JO de Sotchi, le même jour, par l'évocation de tragédies du passé. Ainsi, Evkourov et Kadyrov ont joyeusement pu célébrer la Journée de l'Armée Rouge, au risque de choquer bien des compatriotes... A la différence de la Tchétchénie, en Ingouchie, les gens peuvent encore exprimer leur indignation dans les médias. Notons que le gouvernement ingouche a fait élever un nouveau monument dédié aux victimes de la déportation de 1944. Par comparaison, cela fait apparaître Kadyrov sous un jour négatif aux yeux des siens, car les Tchétchènes et les Ingouches ont toujours été liés et ont été déportés en même temps.

Ramzan Kadyrov avait jusque là tenté de se positionner comme le défenseur des Tchétchènes face à la Fédération de Russie. Tout en réaffirmant régulièrement sa loyauté indéfectible vis-à-vis de Moscou. Mais il avait également essayé de tenir compte de l'opinion de sa population. Le refus de Kadyrov d'honorer les victimes de la tragédie nationale des Tchétchènes pourrait nuire à son image dans la république. Même si les protestations publiques sont quasi impossibles du fait du contrôle étroit instauré dans la république, le crédit de Kadyrov en tant que « père de la nation tchétchène » a été certainement entamé.

Amnesty International a lancé une campagne pour Rouslan Koutaev

Action Urgente: les preuves retenues contre Rouslan Koutaev ont été fabriquées



Rouslan Koutaev (56 ans), ancien vice-Premier ministre de la République Tchétchène d'Itchkérie et actuel chef de l'Assemblée des peuples du Caucase et du Comité international pour les problèmes du Caucase du Nord, a été enlevé le 20 février alors qu'il rendait visite à ses parents dans le village de Gekhi à Ourus-Martan (sud-ouest de Grozny). Juste après son enlèvement, il a été accusé de possession illégale de drogues. En fait, son enlèvement est lié à une conférence, le 18 février, à l'occasion du 70^e anniversaire de la déportation de tout le peuple tchétchène-ingouche vers l'Asie centrale et la Sibérie par la direction soviétique. « La déportation du peuple tchétchène. Qu'était-ce et est-il possible de l'oublier ? »

La déportation vue par les Tchétchènes au front

Les vétérans de la 2^e GM: “Au front, nous ne pouvions pas croire aux nouvelles de déportation”

A l'occasion de la parade de la Victoire, le 9 mai 2011, tous les vétérans de la Grande Guerre patriotique avaient reçu logement, auto et autres aides ponctuelles. Relatant leur vécu au moment de la guerre, ils se souviennent avec émotion du jour où, à peine démobilisés, ils ont été expédiés au Kazakhstan rejoindre leurs familles déjà déportées depuis plusieurs mois. “Mes compatriotes au front m'avaient rapporté que tous les Tchétchènes avaient été déportés au Kazakhstan, mais nous ne les croyions pas. Par la suite, nous avons été dispersés dans des lieux divers. Jusqu'en 1948, j'ai servi en Carélie, puis je suis parti au Kazakhstan. Sur mes neuf frères et soeurs, seuls un frère et ma plus jeune soeur avaient survécu. Mon frère a été enterré au Kazakhstan et ma soeur est morte juste avant le début de la première guerre en Tchétchénie”, se souvient un vétérana. Il souligne que nombre de Tchét-



chènes qui combattait au front ont perdu tous leurs proches: parents, frères, soeurs. “Le plus douloureux pour nous qui combattions, c'est la déportation de notre peuple. Ca a été une trahison totale de la part des autorités soviétiques vis-à-vis de ceux qui défendaient la patrie contre les fascistes. Personne jusqu'à présent n'a pu

expliquer le sens d'une déportation de notre peuple en 1944 alors que les Allemands reculaient de partout et que les troupes allemandes n'avaient même pas le pied sur le territoire de la Tchétchénie.” Selon les données officielles, en 2011, 117 vétérans de la Grande Guerre patriotique étaient encore vivants en Tchétchénie. Ces dernières années, les autorités se sont mises à prêter attention aux vétérans, leur attribuant de l'aide matérielle chaque année. Avant, rien de tel. “C'est peut-être dû au fait que nous sommes de moins en moins nombreux chaque année? Nous aimerions bien sûr qu'on s'intéresse à nous pas seulement le 9 mai, mais aussi les autres jours de l'année.”, conclut Khassan, un des vétérans.

Tous les numéros de Nouvelles de Tchétchénie sont consultables sur le site Waynakh online (« documentation »)

Incident rare en Russie, le 22 juin 2013, environ 4500 habitants de la région de Voronej (600 km au sud de Moscou), mécontents du **projet d'exploitation du nickel** dans leur région, ont manifesté, détruisant une partie des installations de forage. Cela faisait suite au feu vert donné pour le début des travaux. Prenaient part à ce mouvement les Cosaques du Don et des organisations écologistes et des nationalistes venus des localités voisines.

Plus qu'une résistance populaire, cette lutte jouit d'un soutien de l'opposition russe et à l'étranger (manifs et conférences en Occident).

Cette exploitation se situe notamment à 15 km de la zone naturelle protégée de Khoper et dans une région densément peuplée.

“Un risque de catastrophe pour l'environnement”, “Depuis les travaux, le niveau de l'eau dans les puits a baissé de un à deux mètres. L'eau est devenue marron.”

Interview par RFI-Russie juste après la manifestation, de Andreï Boyarischev, de l'association “Ecologia 21” (en substance)

Des emplois? Cette région agraire ne souffre pas du chômage. Le problème, c'est que le concours pour l'exploitation du nickel s'est déroulé dans l'opacité la plus totale. D'où l'inquiétude des gens. L'exploitation de ce gisement – le plus important d'Europe, probablement – avait déjà été envisagée sous l'URSS, dans les années 60, mais on y avait renoncé à cause des risques pour l'environnement. Cette zone est propre, protégée, fragile. L'exploitation du nickel est toujours polluante. Cela mènera à une catastrophe écologique.



22 juin 2013. La foule s'en prend aux installations des géologues

Le combat antinickel a unifié les sensibilités politiques les plus diverses. Les gens ont manifesté spontanément, rassemblant jusqu'à 10 000 personnes. S'y sont intégrés les Cosaques locaux et les militants. En face, le pouvoir n'a pas réagi. Le

gée, fragile. L'exploitation du nickel est toujours polluante. Cela mènera à une catastrophe écologique.

maire de Borissoglebski, où s'est passé la plus grosse manifestation, a été hué. Les gens s'inquiètent pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs enfants, la nature, l'écologie, leur avenir...

Toutes les actions de protestation se sont déroulées dans le respect de la loi, c'est le combinat du nickel (OugMK) qui n'a pas appliqué la loi.



Le sabre et le goupillon au service de l'écologie!

L'Eglise orthodoxe russe s'attaque au Caucase. Un peu tard...

Russian Orthodox Church Becomes Kremlin Tool for Retaining Control Over North Caucasus Muslims

NCW M. Vatchagaev 10/III/2014 Extraits Trad. et titre: DK

La politique de Moscou dans le Caucase du Nord est désormais diversifiée, selon qu'elle s'applique à l'ouest ou à l'est de la région. Cette distinction était flagrante lors de la récente campagne anti-caucasienne organisée par le Kremlin dans tout le pays. Les fascistes russes ont clairement distingué les deux zones dans leur revendication d'expulser les Caucasiens hors

de Russie, ne visant que ceux provenant des républiques orientales: Tchétchénie, Daghestan et Ingouchie.

Récemment, les dirigeants des trois républiques ont rencontré le chef de l'Eglise orthodoxe russe, le patriarche Kirill. L'objectif était de démontrer la loyauté de cette zone majoritairement musulmane.

Chacun d'eux a tenté de tirer un bénéfice de ces rencontres. Pour le Daghestan, **Ramazan Abdoulatipov** a tenté de plaider que sa république était quasi le berceau du christianisme en Russie. Il a promis de restaurer une vieille église du IV^e siècle à Derbent à l'occasion du 2000^e anniversaire de la ville.

Le lendemain, **Ramzan Kadyrov** a cherché, lui, à parler en égal, comme le représentant de tous les musulmans du pays, à Moscou compris. Il a demandé l'aide de Kirill pour la construction de mosquées à Moscou et dans d'autres villes russes, arguant qu'il valait mieux que les jeunes apprennent l'islam dans les mosquées plutôt que sur Internet et qu'ils étaient moins dangereux sous le contrôle des mosquées qu'à l'extérieur. A son retour en Tchétchénie, il a fait passer un décret pour que le gouvernement prenne en charge les salaires et loyers des popes orthodoxes en Tchétchénie. Cela ne lui reviendra pas trop cher, ils ne sont que trois dans la république... (lire ci-dessous) La préoccupation de Moscou est de freiner l'exode des Russes de souche dans la région. Kadyrov a proposé d'attribuer des terres à cultiver aux Cosaques. Mais les petits producteurs ont déjà du mal à écouler leurs produits.

Quant au dirigeant ingouche, **Y.B. Evkourov**, il a choisi d'associer à la rencontre le président du Conseil des muftis, R. Gainoutdinov, malgré les vœux du patriarcat russe.

Ramzan a dit: “les autorités tchétchènes paieront les salaires des popes orthodoxes ainsi que leur logement.” Suite à son entrevue avec le patriarche Kirill, il a solennellement offert une “Lada Prior” à chacun des trois popes. Parallèlement, deux importantes mosquées seront construites à Grozny, a-t-il annoncé. Histoire de ne pas faire de jaloux. (10/III)



Ramzan Kadyrov lors de son entrevue avec le patriarche Kirill

La présence des Russes de souche dans le Caucase du Nord est, étant donné la politique actuelle de Moscou, à tel point insignifiante aujourd'hui que la question est de savoir s'il en restera un seul d'ici vingt ans. L'Ingouchie et la Tchét-

chénie sont pratiquement monoethniques, une première depuis la conquête russe du Caucase en 1859.

Les guerres russo-tchétchènes et la montée du nationalisme chez les populations locales ont alimenté l'exode des Russes hors de la région. Le Kremlin a estimé que seule l'Eglise orthodoxe pouvait stopper le départ des Russes. Cette idée est visiblement absurde: tous les Russes vivant dans la région ne sont pas forcément chrétiens orthodoxes.

Retenir les éléments chrétiens dans la région dans une période de renaissance de l'islam et de soutien de l'idée d'un djihad sera très difficile.

De plus, certains des Russes qui quittent la région le font pour des raisons purement économiques: la région n'est pas attractive pour des projets d'investissement. Moscou ferait mieux de se pencher sur le problème de l'exode des Russes hors des zones nord de la région, là où ils sont peu à peu remplacés par des Nord-caucasiens. C'est là que se situe la nouvelle ligne de démarcation entre l'orthodoxie et l'islam dans le Caucase du Nord.



La cathédrale orthodoxe russe à Grozny



Le projet de cathédrale orthodoxe sur les bords de la Seine. Après le Caucase, la Crimée... Paris!